

L'action contribue à l'opérationnalisation de l'initiative nexus humanitaire-développement-paix du Conseil, pour laquelle le Tchad est l'un des pays pilotes. Elle sera mise en œuvre en complémentarité avec l'action humanitaire et en concertation avec la Direction générale de la Protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO).

L'action vise plus précisément à :

- Fournir une réponse structurante à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par la mise en œuvre de filets sociaux.
- Améliorer durablement les revenus tirés des systèmes agricoles et alimentaires (y compris la transformation et la commercialisation alimentaire). Cela comprend l'appui à des chaînes de valeur agricoles et non-agricoles et contribuera à l'atteinte des objectifs de la Grande Muraille Verte au Tchad, notamment en termes de génération des moyens de subsistance durables. Cela comprend l'appui à la production d'aliments fortifiés localement pour enfants et pour adultes, sur base des acquis d'actions antérieures dans ce domaine, dans le cadre de l'instrument de coopération (DCI) : Global public goods and challenges (GPGC).
- Renforcer la cohésion sociale et communautaire, pour permettre la gestion et la réduction de conflits y inclus ceux liés à l'accès aux ressources naturelles.

L'action renforcera la valeur ajoutée de la production agricole locale, en vue de promouvoir le développement économique et social. Une attention particulière sera accordée à la gestion des ressources naturelles et leur réhabilitation, suivant une approche agro écologique et agrosylvopastorale adaptée.

Cette action visera en particulier les ménages ruraux et péri-urbains des zones où la production agricole et pastorale est incertaine, l'accès à l'eau est insuffisant, la couverture en services sociaux de base est faible, les sources de revenus sont limitées et exposés aux conflits locaux pour l'accès aux ressources. Les femmes et les enfants ainsi que les populations affectées par le déplacement forcé (déplacés internes, réfugiés, hôtes) bénéficieront d'une attention particulière.

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

Contexte général

Le Tchad reste confronté à des crises chroniques complexes (sécuritaires, migratoires, alimentaires et environnementales). La crise Covid-19 a fortement limité le budget de l'État, y compris du fait de la chute historique des prix du pétrole en 2020. Le Tchad fait de nouveau face à une crise macro-économique du fait de sa dette et de sa dépendance à ses exportations de pétrole. En juin 2021, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé le gap du budget de l'État à 580 000 000 USD, avec de probables conséquences néfastes au niveau de la dette qui a atteint un niveau critique. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a été de -0,9 % en 2020 contre 5,5 % initialement prévu, après une embellie de 2,9 % en 2019. Le pays dédie une part importante de son budget à la défense et à la sécurité nationale et régionale.

Il est le troisième pays le moins avancé au monde en termes de développement humain (index du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) 2019). Sa population a été estimée en 2020 à 16,3 millions d'habitants, soit une croissance d'environ 50 % au cours de la dernière décennie. Elle est majoritairement jeune, avec 53,3 % de moins de 15 ans. L'espérance de vie est de 53,2 ans, bien inférieure à la moyenne de l'Afrique sub-saharienne (58,5 ans). Le taux de fécondité est très élevé, avec 5,95 enfants par femme (2016) et une croissance démographique annuelle de 3,53 %. Environ 22 % de la population vit en milieu urbain et 78 % en milieu rural dont 3,4 % sont des groupes nomades.

La situation sécuritaire aux frontières avec la Libye, le Soudan, la République centrafricaine et le bassin du Lac Tchad reste particulièrement préoccupante, avec la présence de plusieurs groupes armés (y compris djihadistes) qui pourraient être tentés de profiter de la crise politique actuelle pour se coaliser. La crise humanitaire au Lac Tchad reste l'une des plus importantes à l'échelle mondiale.

Le Tchad joue un rôle crucial dans la stabilité et la lutte contre le terrorisme au niveau régional, par sa diplomatie militaire et par le déploiement de son armée au-delà de ses frontières. Le pays est devenu une puissance militaire